

AVIS IMPORTANT

Pour satisfaire aux exigences techniques de la publication du journal LE TRAVAIL, nos correspondants sont priés de nous faire parvenir leurs communiqués au plus tard le mardi midi à Montréal.



VOL. XXXI — No 15

Ottawa, 27 mai 1953

A LIRE DANS CE NUMERO

Pages

La Semaine - - 2-3

L'automation et
le salaire
garanti - - - 4-5

Page
féminine - - - 6

News
Digest - - - - 8

A Shawinigan et Grand'Mère

1,500 papetiers vont en conciliation

SHERBROOKE

Domil n'a pas prouvé son incapacité de payer

La semaine dernière, les travailleurs de Domil Ltée ont rejeté une sentence arbitrale du juge Philippe Marchand qui recommandait le statu quo dans les salaires alors que l'arbitre syndical, Me Théodore Lespérance, recommandait une augmentation de 5 cents l'heure.

Dans sa décision, le juge Marchand a déclaré que la situation de l'entreprise ne lui permettait pas de faire face à une augmentation de son coût de production.

Le juge a fondé sa décision sur le bilan soumis par la compagnie pour ses cinq dernières années d'opérations.

Mais comme l'ont fait remarquer les représentants du syndicat sur le tribunal d'arbitrage, il est impossible d'accepter une preuve d'incapacité de payer en se basant sur des chiffres sommaires que l'on trouve d'ordinaire dans les bilans.

C'est pourquoi le syndicat a demandé au cours de l'arbitrage, l'accès aux livres de la compagnie, ce qui a été refusé. La compagnie a également refusé certains chiffres sans lesquels il est impossible de comprendre la signification d'un bilan.

Supposons par exemple, qu'une compagnie comme Domil Ltée, achète de la machinerie usagée de la compagnie-mère, la Dominion Textile, à un prix exorbitant. Dans un cas semblable, les vérificateurs de la compagnie et les bilans ne font mention que du montant versé, non de la valeur de la machinerie. Un syndicat, par contre, ne peut accepter l'incapacité de payer une augmentation de salaire, si cette incapacité résulte du fait que certaines transactions sont défavorables à une filiale lorsqu'elle transige avec sa compagnie-mère, bien que cela s'opère d'une façon parfaitement légale.

D'autre part, les données sur la structure du capital d'une entreprise sont nécessaires pour analyser un bilan, mais ces données furent encore refusées par Domil Ltée. Enfin, les déficits peuvent bien provenir de salaires exorbitants payés aux officiers supérieurs de la compagnie. Mais ces chiffres furent refusés par la compagnie.

Dans les circonstances, les syndiqués n'avaient pas d'autre recours que de rejeter la sentence du juge Marchand parce que cette décision reposait sur des données incomplètes et de prendre un vote de grève.

Les 1,500 employés des moulins à papier Laurentide et Belgo de la Consolidated Paper viennent de demander l'intervention d'un conciliateur du Ministère du Travail en vue de régler un différend portant sur le renouvellement de leur convention collective de travail.

En ce qui concerne les salaires, les syndiqués demandent tout d'abord que tous les employés payés à l'heure soient couverts par la convention ainsi que le spécifie le certificat de reconnaissance syndicale. Le syndicat demande en outre qu'un comité soit formé afin de reclassifier les tâches et fixer les taux de salaires appropriés.

L'augmentation générale de salaires demandée a été fixée à 15 cents l'heure tout d'abord pour compenser la perte de 4 cents l'heure subie par les ouvriers depuis deux ans par suite de la diminution de la semaine de travail de 48 à 40 heures. Les employés font aussi valoir que l'augmentation demandée représente une faible partie du revenu net de \$11,848,327 réalisé par la compagnie au cours de son dernier exercice financier.

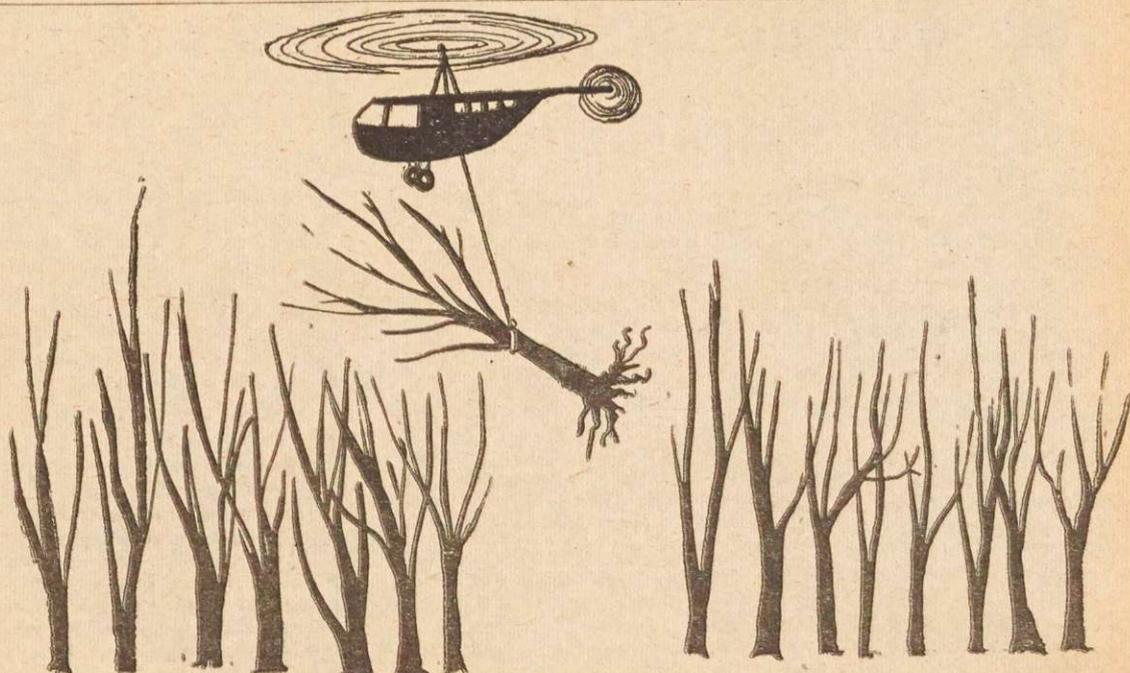
En ce qui concerne la clause de l'ancienneté, le syndicat demande que l'on tienne compte de la résidence locale lorsqu'il s'agit d'embaucher du personnel. Dans les cas de mises à pied ou de congédiements, pour manque de travail, il est demandé que les employés ayant une séniorité moindre soient congédiés les premiers; pour les promotions et transferts, les syndiqués deman-

dent que l'employé ayant une plus longue ancienneté soit choisi s'il est en mesure de satisfaire aux exigences normales de la tâche.

CHICOUTIMI

Le syndicat demande aussi que le travail de réparation qui est actuellement effectué le dimanche, soit éliminé le plus possible; de son côté, la compagnie prétend que pour accorder une augmentation de salaire, il lui faudra faire du travail de production le dimanche.

Les syndiqués sont bien décidés à s'opposer de toutes leurs forces à cette demande de la compagnie. Des assemblées syndicales ont été tenues dans tous les départements et tous les départements des deux usines sont unanimes pour obtenir justice.



L'AUTOMATION DANS LA FORET

Le message de l'abbé Pierre

"Ainsi se termine, bien chers auditeurs, le sermon le plus extraordinaire entendu sur les ondes de Radio-Canada, même le plus extraordinaire entendu dans les églises de la province de Québec".

C'est par ces mots que l'annonciateur radiophonique bien connu, Robert Lévesque, concluait la radiodiffusion du message de l'abbé Pierre à l'oratoire Saint-Joseph, dimanche dernier.

Un sermon extraordinaire, un message qui va droit au cœur, un appel qui intéresse tous les auditeurs, qui les trouble et finalement les entraîne.

La radio et les grands journaux ont fait une large publicité aux gestes de l'abbé Pierre, à ses appels, à ses discours émouvants, et nous n'avons pas l'intention de les relancer.

Cependant nous voulons faire ressortir une idée qui se dégage du témoignage de l'abbé Pierre: l'inefficacité des techniques, l'inefficacité des richesses matérielles, l'inefficacité de l'argent si tous ces grands moyens ne sont pas précédés de l'amour du prochain, ne sont pas branchés sur l'amour d'autrui.

Nos gouvernements se vantent de favoriser par leurs lois la construction de milliers d'habitations, de dépenser des millions pour résoudre ce problème mais ils n'ont pas encore réussi à loger plus confortablement ceux qui en ont le plus besoin: c'est que les techniques et l'argent sont au service de ceux qui sont capables de payer mais non pour ceux qui sont pauvres. On ne regarde pas les solutions à envisager à travers les besoins à satisfaire, mais en tenant compte de la capacité de payer; on ne regarde pas la misère à soulager, mais les profits à réaliser.

Vers quels abîmes ce régime matérialiste nous conduira-t-il? Ecoutez la voix prophétique de l'abbé Pierre:

"Il y a de grands industriels et financiers qui versent des centaines de millions à des organismes anticommunistes qui placardent tout Paris d'affiches vantant notre régime de justice et de liberté". Pensez-vous que l'ouvrier qui gagne une maigre pitance et habite un taudis, n'a pas l'impression en voyant ces affiches qu'on se paie un peu sa tête et que cet argent servirait mieux si on le versait à ceux qui travaillent à soulager la misère".

Parlant des réussites de la charité et de l'amour des disciples d'Emmaüs et de l'échec de la grande croisade anticommuniste à coups de milliards, l'abbé Pierre nous donne cet avertissement:

"A moins d'y apporter une réponse valable, les défenses que nous érigeons et les alliances politiques que nous constituons ne pourront rien pour préserver ce que nous voulons défendre. L'avenir du monde est à qui, homme, bloc, doctrine, réussira à rallier le milliard d'êtres humains dont la misère est le pain quotidien".

MONTREAL

Arbitrage en faveur de 60,000 ouvriers de la construction

C'est mardi de cette semaine qu'ont débuté les séances du tribunal d'arbitrage chargé d'étudier le conflit entre les quelque 60,000 ouvriers représentés par le Com. des Syndicats des métiers de la construction (C.T.C.C.) et le Conseil de construction (F.A.T.-C.M.T.C.) et le Builders' Exchange qui représente les employeurs.

Au cours des négociations et de la conciliation, les parties n'ont pu s'entendre sur les clauses relatives aux salaires, les vacances annuelles ainsi que la rémunération du travail effectué le samedi matin.

Les demandes syndicales font mention d'une augmentation générale des salaires de 20 cents l'heure, une rémunération de 4 p. 100 qui tiendra lieu de paie de

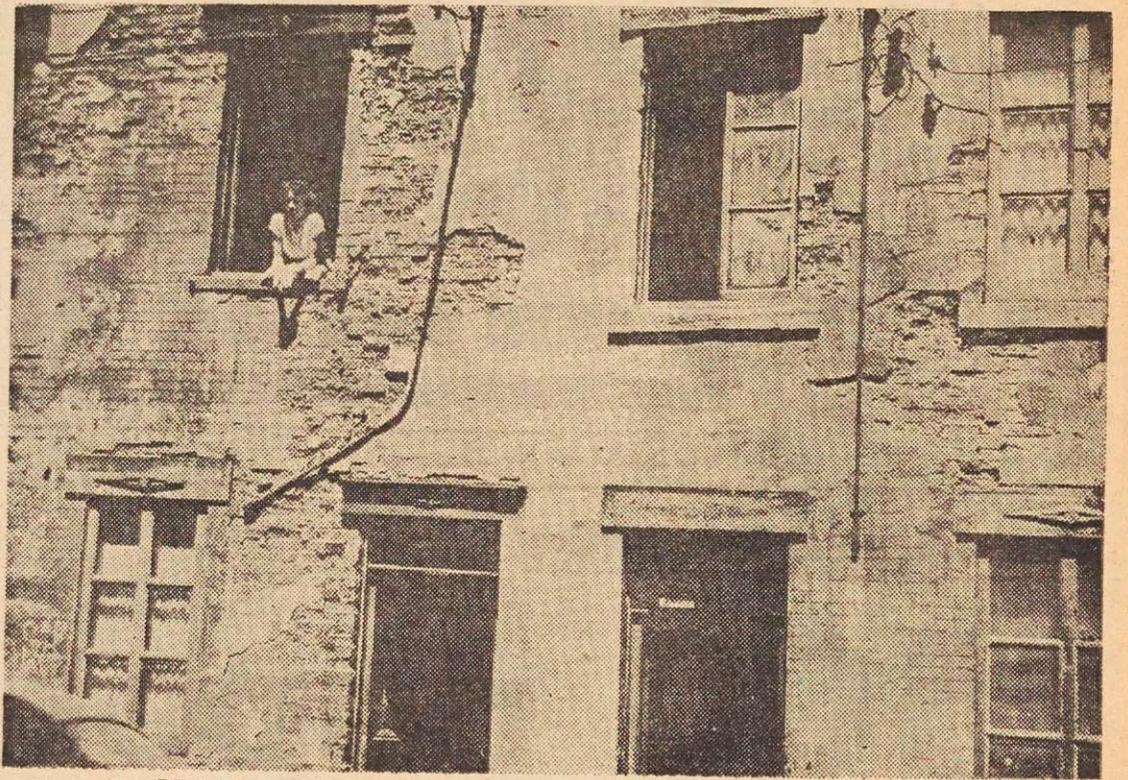
vacances au lieu de 2 p. 100 ainsi que le paiement au temps double du travail effectué le samedi.

L'on sait qu'actuellement, le travail du samedi est rémunéré au taux de temps et demi l'avant-midi et au temps double, l'après-midi du samedi.

Les ouvriers syndiqués désirent aussi que les clauses du décret aient une plus grande extension territoriale, de façon à protéger les ouvriers de la construction des environs de Montréal.

C'est l'hon. juge Lucien Gendron qui agit comme président du tribunal dans ce litige. Me Marc Lapointe agit comme arbitre syndical tandis que la partie patronale est représentée par M Jean-Julien Perreault, architecte.

LA SEMAINE



LES TAUDIS DE MONTREAL — Qu'attendons-nous pour agir ?

LE PROBLEME DES TAUDIS

LE REFUS D'AGIR PEUT DEVENIR UN PECHÉ D'OMISSION

"Le refus d'une intervention pour améliorer cette situation peut devenir un péché d'omission." Voilà le sévère avertissement que donnait vendredi soir dernier, Son Em. le cardinal Paul-Emile Léger au cours d'un reportage radiophonique au réseau français de Radio-Canada.

Son Eminence qui parlait en marge de la visite de l'abbé Pierre à Montréal, a ajouté qu'une "population qui vit dans des caves avec des murs suintants, n'a rien à perdre dans un bouleversement social éventuel et demeure convaincue que tout changement ne peut être que pour le mieux."

Rappelant que l'Eglise n'a pas de moyens techniques à offrir, Son Eminence le cardinal Léger a ajouté que l'Eglise est cependant heureuse quand ses fils acceptent leurs responsabilités et s'orientent vers des solutions pratiques qui sont une réponse à ce véritable problème.

TEXTE DU MESSAGE

"Le problème des taudis préoccupe l'opinion publique. L'Eglise ne peut pas l'ignorer. Mais Elle ne l'envisage pas sous le même angle que les administrations temporales. Elle souligne les points d'incidence que le problème peut avoir avec la morale et Elle rappelle à tous que les responsabilités, même dans l'ordre temporel, engagent la conscience et que le refus d'une intervention pour améliorer cette situa-

tion, peut devenir un péché d'omission.

"Les taudis sont l'une des conséquences inévitables de l'évolution des centres urbains. Les endroits où ils se trouvent étaient, hier, des quartiers résidentiels et souvent parmi les plus riches et les plus recherchés. Envahis par les industries et les grands buildings, ces quartiers des affaires sont aujourd'hui rongés et défigurés par les taches de la lèpre des taudis. La population qui habite ces flots vit dans une promiscuité qui compromet la dignité de la vie familiale et qui rend presque impossible l'éducation morale des enfants. Des intérêts particuliers s'opposent à l'amélioration de ces édifices délabrés et une politique de spéculation leur donne une longévité qui est au détriment du bien commun. Les taudis sont des abcès purulents aux flancs des grandes villes et des miasmes qui s'en dégagent, engendrent ces maladies sociales qui s'appellent: l'alcoolisme; l'infidélité conjugale; la passion du jeu; la délinquance juvénile; l'école buissonnière; le mépris des lois; la tuberculose; et enfin cette gangrène est apparue, en ces derniers temps et qui s'appelle le sous-prolétariat. Ces maladies sociales sont le bouillon de culture idéal de toutes les idéologies matérialistes qui prônent un renversement des structures et l'établissement d'un ordre nouveau. Une population qui vit dans des

caves avec murs suintants et dans des remises de fonds de cours, n'a rien à perdre dans un bouleversement social éventuel et demeure convaincue que tout changement ne peut être que pour le mieux. Car elle a la certitude de faire l'expérience du pire.

"Une saine administration de la chose publique exige donc l'étude de ce problème. Le simple bon sens l'impose et la morale lui donne une force d'obligation que le chrétien ne peut rejeter. Le rôle de l'Eglise s'arrête là. Elle n'a pas à s'immiscer dans l'administration de la chose publique. Le choix des moyens techniques ne relève pas de sa compétence. Mais Elle est heureuse lorsqu'Elle voit que ses fils acceptent leurs responsabilités et que, par leur compétence, ils s'orientent vers des solutions pratiques qui seront une réponse aux graves problèmes que nous venons de poser."

Thetford-Mines

Les élections aux postes de directeurs du Syndicat national des Travailleurs de l'Amiante de Johnson's Co., ont donné les résultats suivants: président, M. Emilien Maheux; vice-président, Gérard Nadeau; secrétaire-trésorier, Lionel Dion; directeurs: Oliva Charest, Jean-Marc Cloutier, Gérard Poulin, André Labonté, Hervé Roy, Wilfrid Donovan.



Dans la salle des syndicats sur la rue Marguerite Bourgeoys, les grévistes de la Penmans reçoivent gratuitement, en plus des secours réguliers, breuvages chauds et froids, sandwiches, soupes, etc.

Message de M. Gérard Picard à l'occasion de la Semaine de la Coopération

Il demande aux syndiqués de participer activement aux manifestations organisées à l'occasion de la Semaine de la Coopération - Inviter des dirigeants des coopératives à nos assemblées syndicales.

AUX OFFICIERS DE TOUS LES SYNDICATS AFFILIÉS A LA C.T.C.C.

Chers confrères et compagnes,

Du 5 au 12 juin prochain aura lieu la Semaine de la Coopération. A cette occasion, de multiples manifestations seront organisées dans les différentes régions de la province dans le but de faire connaître les réalisations coopératives et d'inviter les coopérateurs et la population en général à discuter du thème de la semaine: "Le Coopérateur épargne".

Depuis toujours, la C.T.C.C. accorde son appui au mouvement coopératif, mouvement que nous considérons comme l'allié et le complément du syndicalisme professionnel dans notre travail en vue de la promotion ouvrière et du bien-être de la communauté. Je souhaite ardemment que tous nos syndicats affiliés s'intéressent à la Semaine de la Coopération.

Je me permets de vous transmettre les

quelques suggestions suivantes, comme autant d'initiatives possibles, de la part de nos différents syndicats:

1° J'invite tous nos syndicats affiliés à transmettre à leurs membres les convocations pour les diverses manifestations que les organisateurs de la Semaine se proposent de réaliser;

2° Vous pourriez aussi profiter de cette occasion pour inviter les dirigeants des coopératives de votre localité à porter la parole à l'une de vos assemblées syndicales;

3° Vous pourriez enfin faire voir à vos membres, lors de votre prochaine assemblée syndicale, l'un ou l'autre des films traitant de la coopération.

Je ne doute pas que nos syndicats répondent favorablement à cet appel, pour le plus grand bien des travailleurs.

Votre tout dévoué,

Gérard Picard,
Président général.

SAINT-HYACINTHE

Congrès de la Fédération Nationale du Vêtement

La Fédération nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement a choisi la ville de Saint-Hyacinthe comme site de son congrès annuel.

C'est ce que vient de nous communiquer M. Lucien Laforest, secrétaire de la Fédération, en ajoutant que ce congrès sera officiellement ouvert le vendredi 17 juin à 10 h. et se poursuivra les 18 et 19 juin. L'inscription des délégués se fera le 16 juin de 8 h. à 10 h. p.m.

La Fédération des Mines

Par contre, nous devons préciser que, contrairement à ce que nous avons annoncé précédemment, le congrès de la Fédération de l'Industrie Minière n'aura pas lieu à Asbestos, mais bien à Thetford-les-Mines, les 16, 17 et 18 juin. Nous prions donc nos lecteurs de prendre note de cette correction.

La Fédération des Services

La Fédération Nationale Catholique des Services qui groupe les infirmières, les employés d'hôpitaux, les sacristains, etc. nous prie de faire remarquer que le lieu du congrès annuel de cette fédération a été changé à la dernière minute pour des raisons non expliquées. Dans une édition précédente, nous avions dit que le congrès de cette fédération avait lieu à Nicolet sud, le 18 juin. La date du congrès reste la même mais les délibérations auront lieu à Nicolet même. Tous les délégués accrédités recevront d'ailleurs une communication précisant ces détails.

La Fédération des barbiers-coiffeurs

Le congrès de la Fédération des Barbiers-Coiffeurs de la province de Québec aura lieu définitivement dans la ville de Saint-Hyacinthe les 26 et 27 juin prochain. C'est ce que nous apprend M. Denis Leblanc, secrétaire-correspondant de cette fédération en nous communiquant quelques détails sur l'organisation du congrès.

Le dimanche 26 juin, à 10.00, il y aura messe à la cathédrale de Saint-Hyacinthe.

Les délibérations commenceront à 1.30 p.m. le 26 dans les salles de l'Hôtel de Ville, sur la rue Girouard. A 7.30 p.m., aura lieu le banquet de la Fédération à la salle Notre-Dame, à l'angle des rues Bourdages et Dessaulles. Egalement le dimanche, aura lieu le couronnement de la Reine de la Coiffure de Saint-Hyacinthe, Lisette II et réception par la ville.

Lundi le 27 juin, se continueront les délibérations du congrès, lesquelles devraient se terminer vers 5.00 p.m. du même jour.

LISTE DES CONGRES

Les 10, 11 et 12 juin, congrès de la Fédération des Métiers de l'Imprimerie au Lac Beauport;

Les 11, 12 et 13 juin, congrès de la Fédération du Bas Façonné et Circulaire à Saint-Hyacinthe;

Les 15, 16, 17 et 18 juin, congrès de la Fédération Nationale de la Métallurgie à Sherbrooke;

Les 16, 17 et 18 juin, congrès de la Fédération de l'Industrie Minière à Thetford Mines;

Les 17, 18 et 19 juin, congrès de la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie du Vêtement à Saint-Hyacinthe;

Le 18 juin, congrès de la Fédération Nationale des Services à Nicolet;

Les 18 et 19 juin, congrès de la Fédération Nationale de l'Industrie chimique à Farnham;

Les 18 et 19 juin, congrès de la Fédération Nationale du Cuir et de la Chaussure à Saint-Hyacinthe;

Les 26 et 27 juin, congrès de la Fédération des Barbiers Coiffeurs à Saint-Hyacinthe;

Les 1er et 2 juillet, congrès conjoint des Fédérations du Bâtiment et du Bois Ouvré aux Trois-Rivières;

Les 7, 8 et 9 juillet, congrès de la Fédération du Textile à Coaticook.

Le congrès annuel du Conseil Régional Saguenay - Lac-St-Jean

Le Conseil Régional Saguenay Lac Saint-Jean des Syndicats Nationaux tiendra cette semaine, soit samedi et dimanche prochain, son premier congrès déléguant dans la Cité de Chicoutimi.

Plus de 200 délégués représentant les 54 syndicats affiliés au Conseil Régional se réuniront pendant ces deux jours pour étudier plusieurs problèmes d'importance. Ils feront une revue du travail fait depuis l'an passé, établiront la politique à suivre au cours de l'année qui vient, tant en ce qui concerne l'organisation des travailleurs que le domaine

des négociations et le problème du chômage.

Des représentants des autorités civiles et ecclésiastiques participeront à ces assises qui veulent dire beaucoup pour les travailleurs de la région.

L'inscription des délégués commencera vendredi soir le 27 mai au centre paroissial du Sacré-Coeur de Chicoutimi et les délibérations commenceront le lendemain pour se poursuivre le dimanche. Les délégués assisteront à une messe célébrée spécialement pour eux à midi à la chapelle du Séminaire.

L'AUTOMATION LAISSE PREVOIR LE SALAIRE ANNUEL GARANTI

L'AUTOMATION DANS LES HOPITAUX



Voici le cerveau électronique qui commandera les huit ascenseurs automatiques du nouvel Hôpital général de Montréal. Cet équipement électronique se trouve au 22^e étage.

UN TEMOIGNAGE DESINTERESSE :

La machine crée du chômage

Voici maintenant le témoignage d'une personne désintéressée, M. Nathan Belfer, professeur au Brooklyn College, dans un article qu'il publiait en 1949 dans le journal indépendant The News Leader. Voici comment M. Belfer présente sa thèse :

On ne cesse de répéter, dit-il, en substance, que la machine, lorsqu'elle libère des travailleurs, ne crée pas de chômage, parce que les ouvriers ainsi déplacés trouveront à s'employer dans la construction, la réparation ou la surveillance de ces machines. Mais il est évident, continue-t-il, qu'une faible proportion de ces travailleurs peut ainsi trouver à s'embaucher.

En effet, une industrie entièrement nouvelle crée de l'emploi et offre certains avantages à des investissements de capitaux. Mais une industrie nouvelle rend ordinairement plusieurs industries existantes périmées. Toutefois, leur liquidation se fait très lentement tandis que l'expansion d'une nouvelle industrie se fait très rapidement et donne souvent naissance à une foule d'autres industries. C'est ainsi que la demande des travailleurs se trouve à excéder l'offre.

Mais la situation est totalement différente quand une industrie déjà en opération congédie des travailleurs pour les remplacer par des machines. Quelques-uns de ces travailleurs ainsi déplacés pourront trouver de l'emploi dans la fabrication de ces machines. Certes. Mais une fois la machine construite, leur travail n'est plus requis avant que le temps ne soit venu de construire une autre machine pour remplacer la première.

Fernand BOURRET.

Le service de presse C.P.A. nous apporte depuis quelques semaines divers articles traitant de "L'AUTOMATION", de ses conséquences sur l'économie en général et pour les travailleurs en particulier.

Il est évident que si "l'automatisme" inquiète davantage les syndiqués américains parce que le développement technologique et mécanique est plus développé aux Etats-Unis qu'au Canada, il n'en reste pas moins que les mêmes principes sont mis en pratique au Canada, que les lignes d'assemblages tendent à devenir chez nous de plus en plus automatiques, que la science de l'électronique envahit les immeubles publics, les hôpitaux, les bureaux, etc., et que l'on assiste aussi au Canada à un déplacement de main-d'œuvre, pour ne pas dire une diminution de la main-d'œuvre requise à la production, ce qui n'est pas sans inquiéter ceux qui ont l'habitude de vivre du revenu que leur procure le travail de leurs bras et de leurs mains.

Et surtout dans notre vie économique actuelle, la hantise de perdre son travail, source du pain quotidien, pèse tellement lourdement sur le travailleur, que le mouvement ouvrier ne peut se désintéresser de ce qu'on appelle l'automatisme et doit chercher les moyens d'en faire bénéficier la classe ouvrière comme celle des détenteurs des instruments de production.

C'est pourquoi nous publions dans ces pages, un article préparé pour le service de la presse ouvrière CPA par M. Jack William, directeur du Service des Relations Extérieures du Congrès Canadien du Travail, dont nous avons fait une traduction libre. Ce point de vue n'est pas nécessairement celui de la rédaction du "Travail" ni celui de la C.T.C.C.; il aura le mérite cependant d'engager la discussion et de faire prendre conscience à tous du problème de l'automatisme.

Un ouvrier touche un bouton et 69 de nos confrères de travail reçoivent leur avis de congédiement! Voilà ce que peut produire l'automatisme, un mot qui peut avoir une sinistre signification pour les travailleurs du Canada et ceux d'autres pays industrialisés.

La possibilité scientifique d'utiliser l'électronique et d'autres moyens mécaniques pour remplir des tâches qui auparavant requéraient des efforts humains est devenue aujourd'hui une réalité si évidente qu'elle dépasse l'imagination. L'automatisme peut nous faire avancer de beaucoup dans l'ère de l'abondance, mais en même temps signifie le chômage chronique et des souffrances pour plusieurs.

Des exemples

L'un des exemples les plus connus d'une usine à production massive utilisant les découvertes technologiques est celles de la Cie Ford à Cleveland; à cet endroit, trois machines, surveillées par neuf hommes, forment les arbres de couche des automobiles, une opération qui autrefois nécessitait le travail de 29 machines dirigées par 39 hommes. Un cerveau électronique contenant 27 milles de longueur de fils électriques, dirige toutes les opérations. Des lumières signalent immédiatement les défauts des machines; des boutons verts, jaunes, rouges, commandent les opérations de la machine; quelques hommes poussent les boutons, d'autres, 9 en tout, maintiennent l'appareil en bon état.

Chez Westinghouse

On parle aujourd'hui de la nouvelle usine construite par Westinghouse au coût de \$45 millions pour la fabrication des réfrigérateurs et de congélateurs:

Les pièces de la production se promènent sur

des convoyeurs d'une longueur de 27 milles et passent à travers des machines automatiques qui les émaillent et assemblent les pièces: le tout arrive dans une autre machine qui fait l'emballage automatiquement.

Possibilités illimitées

Des réductions de 80 à 90 pour 100 dans la main-d'œuvre ne sont pas des choses rares quand on met à profit toutes les connaissances technologiques: des rapports émanant du C.O.I. font mention d'un cas où un seul travailleur accomplit aujourd'hui le travail de 100 hommes.

Il semble n'y avoir aucune limite aux possibilités futures. On rapporte des choses fantastiques dans le domaine de l'exploitation de la forêt: dans les Etats du sud américain, on injecte aux jeunes pousses de bois de construction, certains produits chimiques qui donneront une couleur déterminée au bois lorsqu'il sera coupé et utilisé; d'autres injections vont permettre aux pins Douglas de venir à maturité en 60 ans au lieu de 100 ans. De nouvelles méthodes de coupe sont aussi à l'essai: les racines sont détruites à distance au moyen de matière radioactive, une machine creuse autour des racines de l'arbre et finalement un hélicoptère vient cueillir l'arbre dans des endroits autrefois inaccessibles et sans causer de dommages aux arbres environnants.

Finalement, dans le bois ouvré, la U.S. Plywood Corporation possède maintenant une usine où deux hommes, l'un pour presser les boutons des machines et l'autre pour surveiller le cerveau électronique — font le travail de 85 hommes de métier.

Une seconde révolution industrielle

La grande question qui se pose à l'aurore de cette seconde révolution industrielle, c'est celle-ci: comment utiliser les avantages de l'automatisme sans causer des souffrances humaines?

Il est clair que l'ère nouvelle ouvre des possibilités immenses et peut-être encore insoupçonnées.

Mais... et c'est là le point troublant... comment toute cette production pourra-t-elle être achetée et consommée si des centaines de milliers de personnes perdent leur emploi par suite de la découverte de nouveaux moyens de production et n'ont plus de pouvoir d'achat?

Personne ne peut songer à s'opposer à la production automatique: ceux qui le font, devraient, pour être logiques avec eux-mêmes, prêcher la démolition des excavatrices automatiques et le retour à la petite pelle à main ou encore à la petite cuillère.

Mais si les avantages de l'automatisme doivent servir à tout le monde, il faudrait y songer sérieusement et vite dans nos milieux gouvernementaux et dans les autres milieux.

L'idée de produire davantage en diminuant le coût de production du travail a toujours été une lubie capitaliste. Un tel point de vue cependant néglige totalement les souffrances et le chaos économique qui peuvent résulter du remplacement du travail humain par celui des machines. Sous un autre angle, il néglige la nécessité d'avoir un marché constamment en expansion pour absorber la production fantastique des machines.

Le salaire annuel garanti

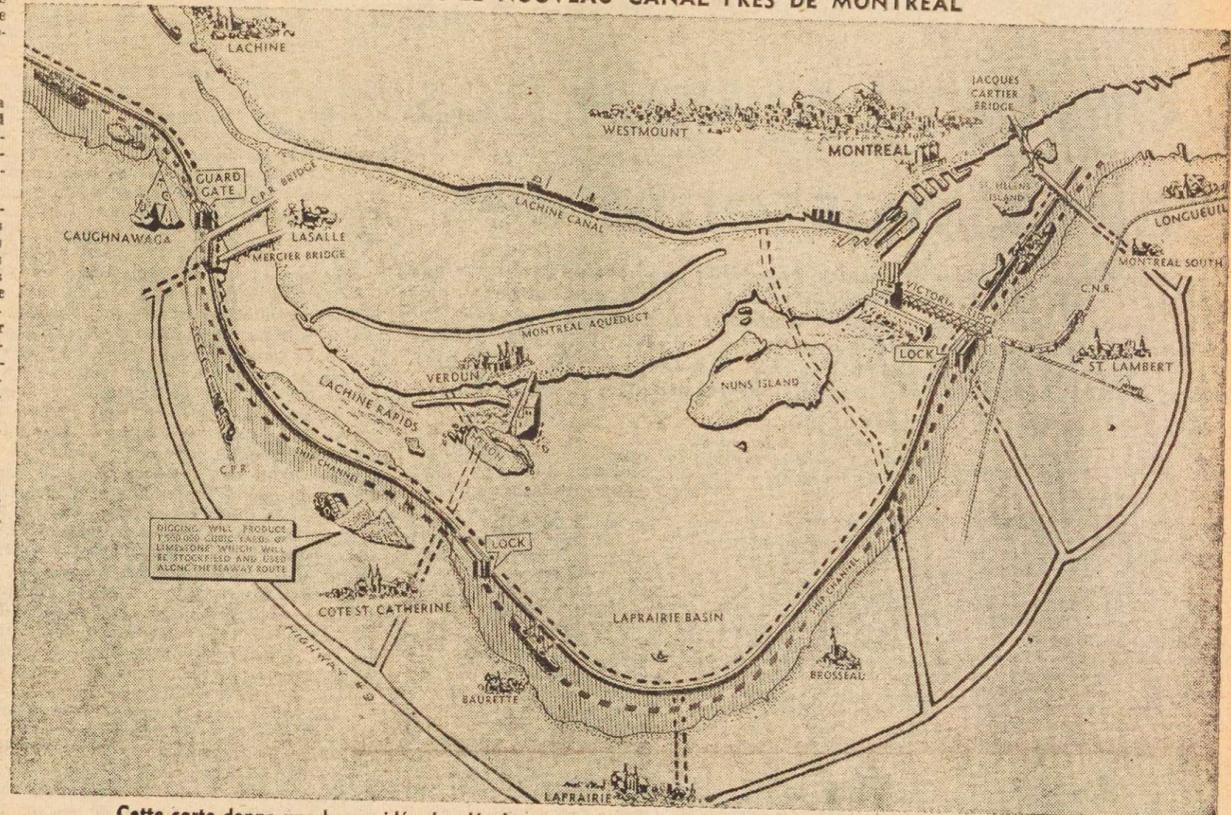
Le travail organisé ne peut méconnaître les dangers que présente l'automatisme pour les travailleurs et il doit s'ingénier à trouver des solutions possibles.

Le plan de salaire annuel garanti constitue certainement l'un des moyens de faire accepter plus facilement l'automatisme; mais la formule du salaire annuel garanti n'est pas complète cependant, parce qu'elle ne soulage que les ouvriers suspendus temporairement (lay-off) mais ne tient aucunement compte de ceux dont les services ne sont plus requis dans la production.

L'opposition des employeurs à l'intérêt manifesté par le problème organisé au problème de l'automatisme, a été exprimée dernièrement par Milton O. Cross, Jr., de Détroit, propriétaire d'une usine d'outillage; Cross, dans des articles qui ont paru dernièrement dans les principaux journaux du Canada, a parlé de cette "dangereuse tentative de harnacher et de contrôler les découvertes technologiques".

Il reste certain que si cette technologie est laissée sans contrôle, les pays industrialisés connaîtront des misères jamais vécues même au temps de la première révolution industrielle. Le travail organisé doit donc étudier les conséquences de l'automatisme, chercher les solutions possibles afin que l'abondance des richesses profite à tout le monde et non seulement à quelques-uns.

OU PASSERA LE NOUVEAU CANAL PRES DE MONTREAL



Cette carte donne une bonne idée des développements projetés près de Montréal, par suite de la canalisation du Saint-Laurent. On se rend compte que le nouveau canal longera la rive sud à partir du pont Jacques-Cartier jusqu'à la Côte Sainte-Catherine; de là, il fera un détour à l'intérieur des terres pour éviter la section des rapides de Lachine et longera de nouveau la rive sud à partir du pont Mercier.

DÉCADENCE DE NOTRE SYSTÈME D'ARBITRAGE

Le système d'arbitrage actuel s'avère de plus en plus inefficace et ne satisfait à peu près personne, ni les travailleurs, ni les employeurs.

Si l'on excepte les sentences arbitrales exécutoires, lesquelles ne donnent pas non plus satisfaction, un différend patronal-ouvrier ne se résout jamais par la signature d'une convention fondée sur les termes mêmes de la sentence arbitrale, mais bien sur des compromis au cours de négociations post-arbitrales ou bien par la grève ou le lock-out.

Prenez le cas de la sentence arbitrale rendue dernièrement par le juge Willie Proulx, de Montréal, dans le différend entre l'Hôtel-Dieu de St-Jérôme et ses salariés. La sentence du juge Proulx ne prévoit aucune augmentation de salaire aux employés pour une durée de deux années, bien que le salaire horaire moyen du journalier y soit de 75 cents l'heure.

Les employés ne sont pas satisfaits de cette sentence; on verra aussi dans une autre colonne que l'arbitre et le procureur du syndicat ont eu à se plaindre du président du tribunal d'arbitrage.

X X X

Le cas de la Penmans de St-Hyacinthe où les syndiqués sont en grève depuis plus de onze semaines et celui des employés de Domil Ltée de Sherbrooke sont aussi typiques.

Le président du tribunal dans ces deux différends était le juge Philippe Marchand. Dans les deux cas, le juge Marchand n'a recommandé aucune augmentation de salaire "en raison de la situation économique à laquelle doit faire face la compagnie".

À la Penmans, les employés de cette compagnie dans la province de Québec gagnent 20 cents de moins l'heure que

ceux de la même entreprise en Ontario. La situation de l'entreprise est solide. Le juge a refusé toute augmentation de salaire. Au cours de négociations post-arbitrales la compagnie qui depuis 14 mois, avait toujours prétendu ne pouvoir rien accorder, se décide d'offrir 4 cents d'augmentation parce qu'elle craignait la grève: ce sont donc les négociations entre les parties, non l'arbitrage qui ont valu cette offre. L'arbitrage lui-même n'a rien donné si ce n'est que de coûter très cher au syndicat et à créer, par ses lenteurs et son inefficacité, un sentiment de méfiance et de mécontentement.

On retrouve la même situation à la Domil Ltée de Sherbrooke, une filiale de la Dominion Textile. Cette compagnie est un trust immensément riche qui s'est équipé et qui a accumulé des réserves formidables en exploitant ses employés par ses systèmes de production au rendement.

Seule la grève ou la menace de grève pourra faire fléchir la compagnie.

X X X

Pour conclure, disons que M. Gérard Picard, président général de la CTCC, a déclaré au cours d'un forum à l'Université McGill, en avril dernier, qu'il faudrait complètement chambarder notre système de conciliation et d'arbitrage: Le rôle des conciliateurs n'est pas de prendre partie et de faire des recommandations, mais bien de rapprocher les parties pour les amener à négocier. Si le rapprochement est impossible ou si les négociations échouent, qu'on laisse aux parties, le soin de prendre leurs propres responsabilités.

En définitive, l'arbitrage ne résout rien: c'est la force économique des parties qui fait pencher la balance.

TRAVAIL ET FOYER

Comment remplir nos salles d'assemblées

L'assistance aux assemblées syndicales, pose-t-elle vraiment un problème aux officiers de syndicats... Les nombreux centres d'intérêt que contient notre vie trépidante éloignent-ils des réunions syndicales les premiers intéressés... Au hasard de rencontres, j'ai posé la question: "Y A T-IL ENCORE MOYEN D'ATTIRER LES MEMBRES OUVRIERS ET TRAVAILLEUSES, AUX REUNIONS SYNDICALES? Et, voici les opinions récoltées..."

THERESE DESFORGES, secrétaire du syndicat Dupuis Frères, section magasin.

Je pense qu'il est beaucoup plus difficile de réunir nos membres depuis l'avènement de la télévision. En fixant nos réunions, nous devons tenir compte des programmes à l'affiche. La meilleure heure est encore immédiatement après le travail, à ce moment nous pouvons rejoindre tout notre monde. Plusieurs syndiquées ne viennent pas toujours aux réunions parce qu'elles ont déjà été déçues des sujets à l'étude, qui ne les touchaient personnellement pas.

MARCEL PEPIN, conseiller technique de la Fédération de la Métallurgie.

Depuis plusieurs années ce problème d'assistance aux assemblées en est devenu véritablement un. L'intérêt des travailleurs, hommes et femmes, à la télévision par exemple n'est pas la véritable raison de leur absence. Elle est beaucoup plus dans le manque d'intérêt des réunions, dû au peu de préparation des assemblées. Ces dernières sont beaucoup trop fréquentes alors même qu'il n'y a pas de sujets assez importants pour intéresser les travailleurs. Aussi la procédure des assemblées est trop lourde. Il faudrait changer la structure du syndicat. Que les délégués de départements aient des responsabilités beaucoup plus grandes et que tout ne soit pas centré sur l'assemblée générale. Par exemple: qu'un conseil d'administration de chaque syndicat soit formé afin de régler les problèmes de papeterie... et autres analogues, mais que ces derniers ne soient pas étudiés au cours des assemblées générales. Ces dernières ne seraient convoquées que lorsque de véritables problèmes nécessiteraient la réunion des membres. Les syndiqués seraient alors intéressés à y venir parce qu'ils auront l'impression de ne pas perdre leur temps.

YOLANDE VALOIS, vice-présidente de la C.T.C.C.

On réalise tous les jours que la télévision est une des raisons qui empêchent les membres d'assister en plus grand nombre aux assemblées. Tout le monde est tellement pris par toutes sortes d'activités que bien souvent, le syndicalisme passe au second plan. Il y a aussi un problème d'éducation syndicale, si les pro-

grammes d'éducation étaient plus adaptés aux ouvriers des usines, cela aiderait peut-être l'assistance régulière des membres à leurs assemblées syndicales.

MICHEL CHARTRAND, conseiller technique à Shawinigan.

Les moyens de publicité: radio, circulaires, etc., sont insuffisants pour attirer les gars et les travailleuses aux réunions. Il faut que les travailleurs en parlent sur le plan et aussi qu'on ait quelque chose à dire aux réunions. Le premier devoir d'un syndicat est que ses membres puissent se confier à lui quand ils ont des problèmes. Il faut prendre les syndiqués par département et étudier avec eux leurs problèmes. Alors les assemblées générales auront un sens. Il faut apprendre aux syndiqués à prendre leurs responsabilités et les convaincre que le syndicat c'est leur affaire à eux et qu'il y va

de leur intérêt de s'y intéresser.

JEAN-PAUL LEFEBVRE, assistant-directeur du comité d'éducation.

Il faut bien admettre que ce n'est pas facile d'amener les travailleurs et travailleuses à participer régulièrement aux assemblées de leurs syndicats. A mon avis toutefois, il ne sert à rien de gémir sur l'apathie des membres, ils ont mille et une raisons de manquer leurs assemblées syndicales. Il appartient aux officiers de chaque syndicat de prendre les moyens nécessaires pour convaincre l'ensemble des syndiqués de l'utilité des réunions. La première recette de succès dans ce domaine comme dans bien d'autres domaines, c'est la confiance. Pour réussir, il faut le vouloir et pour vouloir vraiment, il faut croire que le succès est possible.

RENEE GEOFFROY

Pique-nique organisé par les Dames Auxiliaires

Les Dames Auxiliaires du Conseil Central de Montréal organiseront un pique-nique pour tous les enfants des syndiqués du Conseil Central de Montréal. Les organisatrices travaillent au programme de cette manifestation qui aura lieu le 16 août.

Tous les syndicats sont priés d'avertir leurs membres, et de coopérer à la réussite de cette fête d'enfants. Il y aura des courses, des jeux divers, des prix nombreux. Cette fête doit être celle de vos enfants. Plus ils seront nombreux, plus le plaisir sera grand.

Que tous les syndicats n'oublient pas d'en parler lors de leurs réunions syndicales. Le lieu de ce pique-nique sera annoncé plus tard.

Les Dames Auxiliaires nous communiquent aussi

que la Cuelllette du linge pour les syndiqués en chômage, va bon train. La distribution commencera sous peu. Vous en serez averties dans la page féminine.

R. G.

Classe maternelle à Ste-Brigide

Les Soeurs de Notre-Dame du Bon-Conseil désirent informer les personnes intéressées qu'elles recevront les enfants de 4, 5 et 6 ans en classe maternelle et première année, à compter du 12 septembre prochain.

Les parents voudront bien se présenter au préalable avec leur enfant à 1589, rue Maisonneuve (près Démostigny) afin de faire leur inscription.

Pour tout renseignement additionnel, on peut téléphoner à CHerrier 1791.

Femme de gréviste

Il y a des gens qui s'imaginent qu'une grève c'est un repos dans la vie d'un homme habitué à gagner son pain quotidien. On lui donne une tape sur l'épaule et on félicite sa femme, imaginant qu'elle ne doit pas manquer d'aide dans la maison.

Et pourtant, je n'ai pas vu de différence entre les heures d'absence d'un mari au travail et d'un mari en grève. Quand ma fille me demandait où était son père, je lui répondais sans même y penser, "... parti travailler..."

A mon avis, c'est beaucoup plus fatigant d'être en

les grévistes se transmet à leur famille. Le mari court les réunions syndicales et se joint à des groupes d'amis pour conjecturer sur les chances de succès, discuter des moindres détails de stratégie adoptée par les dirigeants et se creuser la tête pour deviner ce qui se trame "par en dessous".

Le gréviste sait qu'il faut faire confiance en ses dirigeants, mais il trouve cela bien difficile quand il ignore ce qui se passe dans les coulisses. Les petits jeux de diplomatie qui font et défont les grèves ne peuvent pas être révélés au fur et à mesure. Pendant que ses dirigeants se démènent comme de beaux diables, le gréviste se tourne les pouces et se ronge les ongles. Comme il n'est guère utile à la maison, sa femme aime autant le voir rejoindre ses amis, pour tâcher d'attraper les dernières nouvelles. Et quand il ne rentre pas à l'heure prévue, c'est elle qui s'inquiète des résultats des derniers pourparlers.

Sa maison devient le quartier général d'un petit groupe qui a vraiment l'air de conspirateurs. Celui-ci vient donner des renseignements sur la dernière rumeur en circulation, un autre en contredit aussitôt quelques détails, un troisième s'informe au téléphone.

La confiance règne, puis elle disparaît. On décide d'abandonner la lutte, mais le lendemain on reprend espoir. La femme de gréviste qui essaie de maintenir la sérénité et l'ordre dans son foyer ne sait plus sur quel pied danser. La journée d'une femme de maison est habituellement organisée en fonction du travail de son mari. Quand les journées n'ont plus de but et traînent dans une demi-oisiveté, on ne sait plus pourquoi il faudrait continuer.

Et comment continuer à préparer des repas bien balancés, à envoyer des enfants propres à l'école, quand il faut se contenter du minimum pendant des semaines, et peut-être des mois? Et quand, même ce strict minimum, on ne parvient pas à le payer et qu'on traîne l'humiliation des petites dettes chez l'épicier, le laitier, le boulanger, le marchand de bois ou d'huile?

S'il y a encore des gens qui s'imaginent que les ouvriers vont à la grève comme à un pique-nique, il faudrait les inviter dans un foyer qui subit la grève depuis quelques semaines. Même avec l'aide du syndicat, même débarrassée de soucis financiers, une grève n'est pas un pique-nique. Et si vous croyez encore qu'un mari gréviste est bien utile dans la maison, vous viendrez me voir. Nous en parlons...

JEANNE DANSEREAU

ACHETEZ CHAQUE MOIS VOTRE COURS DE SOCIOLOGIE PAR CORRESPONDANCE

Le C.S.C. (Le Cours de Sociologie par Correspondance) vous offre l'occasion d'acquérir des notions précises sur les questions sociales actuelles et vous donne la chance de gagner \$1940.00 en prix tous les mois. 127 prix dont un de \$1000.00.

Prix du cours \$0.50

POUR INFORMATION

HENRI PETIT
Secrétariat des S.C.
555, Boul. Charest, Québec

Tél. 4-4631

ROLAND PROVOST
1231 Demontigny est,
Montréal

Tél.: FA. 3694

L'ACTUALITÉ

dans les

CHANTIERS MARITIMES

Un lancement

A la suite du lancement du Clifford J. Rogers, un cargo qui servira au transport du minerai de fer, quelque 50 employés de la Canadian Vickers ont été renvoyés chez eux l'après-midi du lancement et cela avec une coupure dans leur paie. Ces ouvriers avaient travaillé à la construction de ce cargo et si nous ne faisons pas erreur, quand une telle occasion se présente dans les chantiers maritimes des Etats-Unis et dans les autres chantiers du Canada, tous les employés qui ont travaillé à la construction d'un navire reçoivent une pleine paie le jour du lancement de ce navire.

Balle-molle

Les employés de la Canadian Vickers ont entamé des pourparlers en vue d'entrer dans la Ligue industrielle de balle molle. Dès que les arrangements seront complétés, nous vous tiendrons au courant de la cédule et des résultats des parties.

Une assemblée

Tous les membres de l'Union Nationale des Employés de la Canadian Vickers sont invités à la prochaine assemblée générale de leur syndicat qui aura lieu dans la salle de l'Union, lundi prochain, le 30 mai courant à 5h. 30 p.m. L'assemblée sera bilingue et de la plus haute importance pour tous les membres. Un représentant du journal LE TRAVAIL assistera à cette assemblée.

Condoléances

Nous désirons offrir nos plus sincères sympathies à la famille du regretté Alf. Thompson, décédé récemment.



Organe officiel de la Confédération des Travailleurs catholiques du Canada (CTCC)

Paraît tous les vendredis

Directeur:
GERARD PELLETIER

Rédacteur:
FERNAND BOURRET

Bureaux: 8227 boul. St-Laurent,
Montréal • Tél.: VE. 3701

Abonnement: un an, \$1.50
le numéro: 5 cents.

Publié par la Confédération des Travailleurs catholiques du Canada (CTCC) et imprimé par "Le Droit", 375, rue Rideau, Ottawa.



Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe.

Ministère des Postes, Ottawa

dé récemment. Alf. a toujours été un employé estimé de ses supérieurs et de ses confrères de travail. A la famille en deuil, nous offrons nos plus sincères sympathies.

Les retardataires

Il y a encore quelques employés qui arrivent en retard sur les lieux du travail. Un journal quotidien des retardataires et des absents est tenu à jour par les autorités de la compagnie et ce journal devient très embarrassant quand il s'agit des promotions et des mises-à-pied. Tous les membres de l'Union sont donc priés de veiller à conserver leur feuille de route intacte.

Soirée de variétés

La soirée de variétés organisée par un groupe d'employés de la Canadian Vickers a remporté un franc succès en remplissant à sa pleine capacité l'Auditorium du High School de Rosemont. Tous les figurants ont remporté un succès personnel. Les organisateurs de cette soirée ont mis en plan une autre soirée de ce genre qui sera présentée dès qu'il sera possible d'obtenir un local convenable. Nos plus sincères félicitations à ces artistes en herbe.

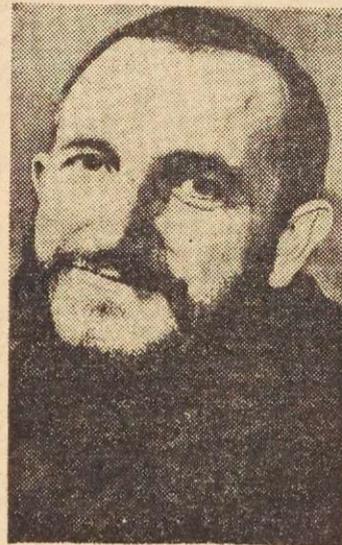
ABBE PIERRE

The Ragpicker Priest

On January 31, 1954, Abbe Pierre was a little-known French priest. But a few years before, by taking in a homeless man bent on suicide, he had without knowing it begun the project which was to collect around him some hundreds of homeless, jobless derelicts and make the first real move towards solving France's vast housing problem.

For on February 1, 1954, Abbe Pierre and his Ragpickers of Emmaus — so named because they built houses with funds derived from what they found in the garbage cans of Paris — were among the most famous men in France. On that day, at the height of Europe's worst cold spell in years, Abbe Pierre made an impromptu radio appeal asking the French people to help him find shelter for those who were sleeping, and dying, in the streets. The response was startling. Within half an hour gifts of clothing, blankets, money, and offers of rooms began pouring in, and this continued for weeks. Throughout France people had been awakened to a crucial problem in such a way that it was no longer possible not to do something about it.

The work has continued and expanded in many directions. Last year Abbe Pierre and his builders were responsible for 45% of all the residential build-



ing undertaken in the Paris area.

Faced with a critical and apparently insoluble problem, the product of complicated economic and social factors extending over several generations, Abbe Pierre took direct action in the simplest way with the barest of means and, however one explains it, succeeded in setting massive forces in motion toward its solution, and in doing so contributed in a striking and continuing way to hu-

man rehabilitation and solidarity among conflicting classes and interests.

This particular French problem is typical of major problems existing all over the world — which remain unsolved although the material means of solution, as well as organizations to apply them, also exist. In the course of his activities in France Abbe Pierre has discovered practical ways of attacking the solution of such problems, ways which can be applied with good results elsewhere.

His work in France thus provides a laboratory, directed and animated by a great spirit, a laboratory where discoveries are being made and, perhaps more important, where new workers are being trained and inspired in ever increasing numbers. He is putting this laboratory at the disposition of organizations all over the world which are dealing with problems of human need.

It is relatively easy to find or establish organizations — very hard to find men who really get things moving and who manage to move other people. When once in a long time one comes along, he should be used to the utmost. Abbe Pierre is anxious to be used beyond the borders of his own country. It is for that reason that he is coming to Montreal.

Automation Sinister...

(Continued from page 1)

produce as much as 100 workers did previously.

There seems to be no limit to the fields in which this trend extends. Tremendous developments are reported pending in lumbering. In Southern United States there is a stand of timber which is being injected with chemicals at the sapling stage so that when the trees are logged the lumber will be of a predetermined color. Other injections hold promise of bringing a Douglas pine to maturity in 60 years instead of 100. New methods of logging are on the horizon. Roots will be killed out to a specified distance by radioactive materials, a machine will dig around the roots, and finally a helicopter will lift the tree out of previously inaccessible areas and without damage to surrounding trees. In the processing end of the lumber industry, U.S. Plywood Corporation boasts of its new plywood plant in which two men — one to press the buttons and the other to look after the electronic "brain" — provide the output which previously employed the skills of 85 men.

These are some of the examples of automation in effect today or likely for the immediate future. Obviously they present problems of terrific magnitude to the labor movement, and to the whole country as a whole.

Now that the Second Industrial Revolution is here and the day of the pushbutton factory has arrived, the big question is "How are the advantages of automation to be used without human suffering?" The use of electronic and mechanical devices to perform innumerable operations that have previously provided jobs for hu-

man beings opens the way for the production of goods far beyond previous limitations.

But — and this is the key question — how are these goods to be purchased if hundreds of thousands of people are thrown out of employment by the very means that make the greater production possible?

So far there has been little evidence of any widespread use of automation in Canada; but it has been said that new methods used at Ford's Oakville, Ont. plant eliminated the necessity for another 1,000 employees. There is no doubt that automatic controls which are rapidly coming into use in the United States, will be appearing in Canada in increasing numbers in the immediate future.

This problem is by no means one which is restricted to production workers in operations where, with the assistance of these new devices, one man can provide the production which previously required 80 or even 100 employees. Its effects are already being felt, and to a considerable extent in Canada, among white-collar workers. The Prudential Life Insurance Co. in New York recently contracted with International Business Machines for the rental of several machines at a monthly charge of \$40,000 per machine. These machines will be used for filing and it requires little mathematical imagination to guess the number of filing clerks who will be laid off. Many Canadian offices are turning to this type of equipment.

The principle of automatic production is one which few

people are likely to oppose. Those who do should, if they follow their arguments to a logical conclusion, also argue for the scrapping of steam shovels and a return to the use of hand shovels. But if the great benefits which automation can bring are to be shared, then there must be some long and hard thinking — and so far there has been little, if any, evidence of it within government circles or within the ranks of any particular group in the country.

The idea of greatly increased production and extremely low labour costs is one that, in the short term, has a real lure for industrial capitalists. Such a view, of course, completely disregards the immediate suffering and economic disruption that can result from the replacement of human brains and hands with electronic devices. From the longer term view it disregards the necessity for a constantly expanding market to absorb the goods which these machines can turn out at such an amazing pace.

Labour is already raising its voice in mounting volume concerning these dangers; but management, true to its tradition, is trying to brush off these expressions of concern.

The Guaranteed Employment Plan is certainly one of the means by which the impact for automation can be eased; but it is by no means the complete answer for its application is primarily to lay-offs and not to outright discharges for "services no longer requires".

Management's opposition to the interest being taken in this stupendous problem by labour was voiced recently by Milton O. Cross, Jr., of Detroit, president of a machine tool company.

Cross, in an article which appeared in a leading Canadian financial paper, spoke of "a very dangerous attempt to harness and control the new technology".

The fact is that unless this great potential is harnessed and controlled, every industrial country faces, conditions which would pale the disruption and suffering of the First Industrial Revolution into significance. One again the responsibility is labour's to provide the drive toward a solution which can make automation mean abundance for many, rather than profits for few and suffering for many.



Automation Sinister Threat To Labor

Guaranteed Wage Offers Solution to Problems

CPA — A worker pushed a button and 69 other workers got discharge slips.

That can be, and on occasion has been, the effect of automation, a word that can have sinister meaning to the workers of Canada and other industrial countries.

Scientific ability to use electronics and other mechanical means to perform tasks that have up to now required human effort is already a practical possibility to an extent far beyond the imagination of most people. Automation can mean a large step toward the production of abundance — and can mean chronic unemployment and suffering for many. The question mark that hangs over its effect is one of the largest on today's labor and economic horizon.

One of the best known examples of a mass production plant using this new technology is the engine plant at Cleveland where, for example, three machines operated by nine men drill oil holes in crankshafts; an operation which previously required 29 machines operated by 39 men. An electronic "brain" containing 27 miles of wire master-minds the operation. Signal lights flash a warning when tools are wearing out and need replacement. Red, green, and yellow push buttons control myriad manufacturing steps. There are some jobs for men to push buttons and a few for men to maintain the equipment; but there it ends.

At Nash-Kelvinator, automation has made it possible to slash by 80% the man hours required for the machining of engine cylinder heads.

There are reports of a new \$45,000,000 appliance plant, built by Westinghouse for the manufacture of refrigerators and freezers. The components parts travel over 27 miles of conveyors, through automatic enamelling and assembling devices, and are finally whisked into an automatic grating machine. General Electric is reported to be working on a similar plant near Louisville, Ky., with 42 miles of conveyors carrying the products through automatic operations.

But it is in the chemical industry and in oil refining that automation has, to date, made the greatest progress. A study by the Oil Workers' International Union (CIO-CCL) shows that from 1948 to 1954 the number of workers engaged in petroleum refining dropped from 147,000 to 137,000; and during the same period production jumped 22 per cent. Yet, even in this industry, the potential use of automation far exceeds present practices. Experts in the field say it is now possible to build a refinery employing 12 men in turning out the production that at one time required 800 men.

Manpower reductions of 80 and 90 per cent are by no means uncommon when full use is made of this new knowledge, and the CIO reports turning up one case in which a single worker could

(Continued on page 7)

Domil Employees On Strike

By an overwhelming majority the National Union of Domil Employees (C.C.C.L.) of Sherbrooke have voted in favor of strike action. It will be recalled that the union employees, some 15 days ago rejected an arbitration report rendered by the president of the board, Judge Philippe Marchand, who recommended that salaries remain status quo, while the patronal spokesman, Raymond Caron, demanded a reduction of 6c an hour in worker's hourly rates.

The union representative, Lawyer Theodore Lesperance, technical adviser to the C.C.C.L. in a minority report asked for a general increase of 5c an hour, plus other fringe benefits.

The union then authorized its representatives to meet with the company in post-arbitral negotiations, but this gesture came to naught when the offer was turned down by the company's treasurer, Clifford Brown, whose reply to the union was a terse "nothing doing at all". Mr. Brown also refused to produce figures which would substantiate his claim that the company was operating under a deficit.

He claimed new construction work which the company was having done was accountable for financial difficulties, but Mr. Rene Gosselin president of the National Textiles Union (C.C.C.L.) argued that the employees were dissatisfied with their present earnings and were unable to cope with the present cost of living, to which Mr. Brown replied "they can always leave the company's employ".

Following the unanimous verdict of the employees to call a strike, Mr. Gosselin congratulated the workers on their decision.

Fidele Desilets was elected to the grievance committee while Messrs. Donald Pruneau (spinning) Yvon Moreau (carding) and Aurelieu Dion (preparation) were named union delegates to their respective departments.

Workers Influence Needed In Politics

Speaking at a banquet which brought to a close the convention of the Quebec Federation of Industrial Unions (C.I.O.-C.C.L.) last week-end, Mr. Gerard Pelletier, director of Le Travail, addressed the attending delegates on the future of labor in the Province of Quebec.

Mr. Pelletier said that labor will have to face up to some major problems in the next ten years. Continuing the speaker stated that the tremendous economic growth of Quebec province and the arrival of automation were matters for deep reflection by labor leaders who sought to shape the future. The electronic revolution could be greater than the industrial revolution.

Speaking about politics, he said the workingman in the Province of Quebec is, politically speaking, a minor who is "treated as though he had not yet reached the age of reason". Workingmen form the majority of the population, but through redistribution of elective seats throughout the province they elect less than a third of the members of Legislature.

"It is apparent that democracy in Quebec has to go into decline" he said. "Workers must make their influence felt in political life. I do not personally believe in class parties, but I think there are people of good will who are alive to the problems that present-day industrialization poses".

SHIPYARD NEWS & VIEWS

LAUNCHING

Following the launching of the Clifford J. Rogers, the recently-completed iron ore carrier vessel, built by Vickers, some 50 workers were sent home for the afternoon without pay. These men worked on the construction of the ship and if our memory serves us right when an occasion such as this occurs at other shipyards throughout the nation and the United States, men who have worked on a vessel which is launched are kept on the company's payroll for the entire day of the launching.

SOFTBALL

Employees of Canadian Vickers are in the process of preliminary steps to enter a softball team in the Industrial League this year. As soon as plans are completed further information will be given in this column.

MEETING

All members of the National Union of Vickers Employees (C.C.C.L.) are advised of the next general membership meeting which will be held in our Union Hall next Monday, May 30 at 5.00 p.m. The meeting will be bilingual and the agenda is of utmost importance to all members of our Union. Please keep this date open and plan to attend without fail.

SYMPATHY

Our sincere condolence goes to the family of the late respected Alf Thompson, who passed away recently. Alf was a charge-hand in the joiner shop and was always a respected employee by the company and his fellow workers. He will be missed by all who knew him.

TARDINESS

There are still a few employees who are late-starters on their jobs. A daily record of lates and absentees is kept by the company and this record serves as a future good when a lay-off occurs. Members are asked to try and avoid being late on their jobs unless due to causes beyond their control.

VARIETY SHOW

The variety show put on by a group of Vickers employees was a huge success and played to capacity audiences in the Rosemont High School Auditorium. Most of those taking part in the presentation showed unusual hidden talents. We are informed that future presentations will take place when suitable accommodation can be secured. Congratulations to all members of Canadian Vickers Players.

Pulp, Paper Workers Seek Conciliation In Wage Dispute

Employees in the Laurentide and Belgo pulp and paper mills of Consolidated Paper Corporation Limited at Grand'Mere and Shawinigan have decided to invoke the services of the Quebec Labor Department's conciliation office in a labor contract dispute.

The National Federation of Pulp and Paper Workers (CCCL), bargaining unit for the employees, is demanding a general hourly wage increase of 15 cents, an increase in the night shift pre-

mium to 10 from five cents an hour, seven paid holidays and a contributory pension plan for employees.

About 1,500 employees are involved.

A union spokesman claimed that employees suffered a loss in earnings equivalent to four cents an hour during the last two years as a result of the reduction in the work week from 48 to 40 hours.

The union also wants to eliminate Sunday work.

Our Conventions

CONVENTION DATES ANNOUNCED

We have received a list of dates for forthcoming conventions of ten unions of the C.C.C.L., which are slated to be held this summer. Federation of full-fashioned hosiery workers, at St. Hyacinthe, June 11, 12 and 13.

Federation of Printing Trades, at Lake Beauport, 10, 11 and 12 of June.

Federation of Mining Industry at Asbestos, June 16, 17 and 18. Federation of Barbers and Hairdressers at St. Hyacinthe, June 26, 27.

Federation of Textile Workers at Coaticook, July 7, 8 and 9. Federation of Woodworkers and Construction at Three Rivers, July 1 and 2.

National Federation of Leather and Shoe Workers at St. Hyacinthe, June 18 and 19.

Federation of Metallurgy at Sherbrooke, June 15, 16, 17 and 18. National Federation of Chemical Industry at Farnham, June 18 and 19.

Federation of National Services of the C.C.C.L., at South Nicolet, June 18.